

Master Droit - mention Droit des affaires ou mention Droit public - spécialité Droit fiscal finalité recherche/professionnelle

RNCP18910 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université Panthéon Assas - Paris 2

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le Master Droit fiscal vise à former des fiscalistes de haut niveau disposant des connaissances techniques et pratiques nécessaires à l'entrée immédiate dans la vie professionnelle, de la capacité de raisonnement juridique et de la hauteur de vues souhaitables pour l'exercice dans les meilleures conditions d'une activité professionnelle touchant directement ou indirectement à la fiscalité.

Les titulaires du diplôme sont formés à tous les types d'activités auxquels le professionnel spécialiste du droit fiscal est susceptible d'être confronté notamment :

- Conseiller dans le domaine du droit fiscal.
- Prévenir des litiges fiscaux.
- Rédiger ou faire rédiger des actes.
- Défendre les intérêts du client dans le cadre de contentieux.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Afin d'assurer l'ensemble de ces activités, le titulaire du Master droit fiscal est apte à mobiliser des connaissances approfondies et à maîtriser un certain nombre d'outils. Il est capable de :

- maîtriser l'environnement juridique et fiscal des entreprises, des ménages, des institutions, des Etats, des collectivités locales en vue de conseiller dans le domaine fiscal ;
- maîtriser les outils de la gestion financière, juridique et fiscale ainsi que les outils de l'optimisation fiscale interne et internationale des entreprises en vue de conseiller les acteurs de l'entreprise en cas de difficultés juridiques et fiscales ;
- appliquer le raisonnement juridique aux questions fiscales en vue d'élaborer des notes, articles, mémoires, conclusions, consultations ;
- conduire une réflexion sur le phénomène fiscal ;
- respecter et faire respecter la législation et la réglementation fiscale et les adapter aux besoins du client par l'étude et l'interprétation des textes juridiques en vue de prévenir les litiges fiscaux ;

- détecter et traiter les conséquences fiscales des relations d'affaires ou patrimoniales ;
- s'adapter à l'hétérogénéité des situations en appliquant des processus méthodologiques rigoureux ;
- actualiser ses connaissances en matière de lois, règlements, jurisprudence et doctrine en vue de s'adapter aux évolutions de l'environnement juridique ;
- rechercher et réunir la documentation juridique en vue de procéder à une analyse complète des implications des textes réglementaires et législatifs ;
- assurer la veille juridique en droit fiscal.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tous les secteurs d'activités comportant un secteur de droit fiscal.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le titulaire du Master Droit fiscal peut exercer au sein de :

- Cabinets d'avocats (contentieux et conseil).
- Entreprises
- Etudes de notaire.
- Secteurs bancaire et financier.
- Organismes professionnels (chambre de commerce, groupements professionnels)
- Organisations spécialisées françaises, européennes ou internationales

Le diplômé peut assurer tous types d'emplois exigeant un haut niveau de connaissance dans le domaine du Droit fiscal, dans des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle de droit.

- Avocats
- Consultants
- Fiscalistes et juristes d'entreprise
- Professions de la banque et de l'assurance
- Cadres d'organismes professionnels ou d'organisations spécialisées françaises, européennes ou internationales
- Cadres dans les services financiers ou contentieux des administrations, collectivités locales et autres organismes publics
- Rédacteurs dans les revues juridiques
- Collaborateurs de cabinets juridiques, fiduciaires ou comptables
- Conseil en entreprise.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %

Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Apprentissage, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, APPRENTISSAGE

Le diplôme est délivré sur délibération du jury du master concerné. Le jury est désigné chaque année par le président de l'Université dans les conditions prévues à l'article L.613-1 du Code de l'éducation.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels.

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Site internet de l'autorité délivrant la certification

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18910/>